



PROPOSITION DE SORTIE DE CRISE POST-ELECTORALE EN RDC

La crise multidimensionnelle profonde qui déchire, ruine et ensanglante la société congolaise depuis des années, a atteint une dimension inédite le 30 décembre 2018. Le peuple congolais a massivement voté pour une alternance politique démocratique réelle et porteuse de changement, Monsieur Joseph Kabila a imposé le statu quo en nommant Monsieur Félix TSHISEKEDI à la tête de la République Démocratique du Congo.

Un chercheur et expert électoral a soutenu ceci : "ce à quoi nous avons assisté en RDC en décembre 2018 et pendant les mois qui ont suivi est d'un tout autre ordre, il s'agit d'une manipulation d'une autre nature et d'une toute autre dimension qui n'a, à ma connaissance, jamais eu d'équivalent sur le continent".

Les institutions illégitimes issues de cette escroquerie électorale se révèlent jour après jour sans caractère étatique et républicain, et donnent l'image déshonorante de simples instruments voués à la sauvegarde des biens mal acquis d'un homme, ainsi qu'à la défense de sa survie politique.

Chaque jour qui passe, à l'aune de cette remontée incessante d'un sentiment d'injustice qui dure depuis tant d'années, les inquiétudes s'aiguisent et la perspective du chaos se précise. Toutes les prémisses d'une dégradation accélérée de la situation politique, économique et sociale de la République Démocratique du Congo sont là.

Il importe, par conséquent, de rompre avec les fausses solutions, d'en finir avec les faux-semblants et les faux dialogues.

Voilà pourquoi, en toute responsabilité, j'encourage tous mes compatriotes, l'Union Africaine ainsi que la communauté internationale à ne pas demeurer indéfiniment dans le déni. Il y a bel et bien une crise politique dans le pays qui nécessite que l'on s'y penche sérieusement pour assurer la paix et la cohésion nationale afin d'entamer le grand chantier de la reconstruction du pays.

MALF

Pour ce faire, ma proposition de sortie de crise se décline de la manière suivante :

1. Créer, à l'issue des discussions à organiser entre les parties prenantes, une institution dénommée HAUT CONSEIL NATIONAL DES REFORMES INSTITUTIONNELLES (HCNRI) qui se chargera des réformes urgentes et nécessaires à opérer, notamment au niveau de la Commission électorale, du Juge du contentieux électoral, de la Défense et sécurité, de la Gouvernance (lutte contre la corruption) ainsi que des Droits humains.
2. Mettre en œuvre un programme d'urgence, adopté lors des échanges entre parties prenantes, portant sur la sécurisation du territoire et sur la refonte des forces de défense et de sécurité en vue d'assurer la pacification du pays, de garantir la paix sur toute l'étendue du territoire national et de restaurer l'autorité de l'État;
3. Organiser des nouvelles élections générales (présidentielle, législatives nationales et provinciales, sénatoriales, présidences des assemblées provinciales, gouverneurs et vice-gouverneurs des provinces). Ces nouvelles élections seront ouvertes à tout le monde conformément à la loi.
4. Pendant la période des réformes de 18 mois environ, la coalition CACH/FCC dirigera le pays et la coalition LAMUKA dirigera le HCNRI.

Je reste convaincu que les élections anticipées, précédées des réformes idoines, donneront au pays des institutions légitimes qui seront animées par des animateurs non contestés.

C'est dans la mise en œuvre de cette alternative globale que se situe précisément la responsabilité historique commune de toutes les parties prenantes.

Fayulu M. Mad.

Martin M. FAYULU

04.11.2019